

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico  
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 06 février 2025

D'après les estimations préliminaires de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), le PIB mexicain aurait enregistré une croissance de 1,3 % en 2024, ce qui représente le plus faible taux de croissance de l'activité économique depuis 2020.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**1,3 %**

Estimation opportune du  
taux de croissance en 2024  
en g.a.

L'analyse désagrégée de l'INEGI montre que les activités tertiaires (65 % du PIB) ont été les plus dynamiques, enregistrant une croissance de 2,3 %, ce qui reste toutefois inférieur aux 3,4 % observés en 2023. Les activités du secteur secondaire (30 % du PIB) ont enregistré une progression de seulement 0,3 % au cours de l'année (contre +3,4 % en 2023), ce qui représente la performance la moins dynamique depuis 2021. La croissance atone de ces activités serait notamment liée (i) à l'effet des réformes constitutionnelles, (ii) à l'incertitude quant aux politiques du nouveau président américain, (iii) au ralentissement de la construction en lien avec la fin des grands projets du gouvernement précédent. Enfin, les activités primaires (5 % du PIB), auraient enregistré une baisse de 2,5 % en 2024, marquant la deuxième année consécutive de contraction des activités d'agriculture et de pêche. Le chiffre définitif du PIB sera publié par l'INEGI le 21 février et risque de s'établir en-dessous de la dernière prévision du FMI pour 2024 (1,8 %).

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

La croissance n'atteindrait que 1,07 % en 2025 pour la première année du gouvernement de C. Sheinbaum, selon la prévision issue de l'enquête mensuelle de Banxico sur les attentes économiques du secteur privé. Cette prévision a été ajustée à la baisse par rapport à la dernière enquête datant du 12 décembre selon laquelle l'activité économique pourrait progresser de 1,17 %. Elle est largement inférieure à la prévision du ministère des Finances (entre 2 et 3 %), inférieure à celle du FMI (1,4 %) et de Banxico (1,2 %) mais supérieure à celle issue de l'enquête de Citi (1,0 %). L'enquête montre également que les prévisions médianes pour l'inflation et le taux de change du peso face au dollar américain à fin 2025 s'établissent respectivement à 3,83 % et 20,90 MXN/USD. En outre, 54 % des personnes interrogées estiment que la situation actuelle n'est pas propice à l'investissement et 5 % seulement qu'elle est favorable.

**Les envois de fonds (remesas) auraient atteint un record de 64,7 Mds USD en 2024, enregistrant une augmentation annuelle (+2,25 %) qui continue cependant de se modérer d'après la Banque centrale du Mexique (Banxico).** A titre de comparaison, les Mexicains travaillant à l'étranger ont envoyé à leurs familles (1,8 millions de ménages bénéficiaires environ) un peu plus du double du montant en dollars qui est entré dans le pays grâce à la vente d'hydrocarbures (28,4 Mds USD). Les montants mensuels reçus ont toutefois enregistré une forte volatilité. En décembre par exemple, les envois de fonds se sont élevés à 5,2 Mds USD, enregistrant une contraction annuelle de -4,9 %, soit la première variation négative annuelle enregistrée depuis 2015. Malgré l'accumulation historique des transferts de fonds qui résulte de onze années consécutives de croissance, une modération constante du rythme des flux est observée depuis 2022. La croissance annuelle des envois de fonds s'est considérablement ralentie, passant de 27,2 % g.a. en 2020 à 2,25 % g.a. en 2024, taux de croissance le plus faible enregistré depuis la contraction de 2013, d'après les données de Banxico. Le durcissement de la politique migratoire sous l'administration Trump risque en outre d'exercer une pression à la baisse sur les flux de remesas en 2025. Pour rappel, les envois de fonds représentant environ 2,6 % du PIB mexicain en 2024, une baisse de 20 % par an pourrait affecter la croissance du PIB d'environ 0,5 point de pourcentage.

**D'après un rapport d'Oxfam, le nombre de milliardaires au Mexique aurait doublé au cours des six années du mandat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), passant de 10 à 22.** Le rapport d'Oxfam « *Profits on the Run* » montre que si la fortune totale des milliardaires du pays est restée relativement stable au cours des six dernières années, passant de 153 Mds USD en 2018 à 154 Mds USD à la fin de l'année dernière, le nombre d'ultra-riches a augmenté. Sur les 22 milliardaires mexicains, 14 ne figuraient pas sur la liste en 2018 et 8 des 14 ultrariches qui ont

rejoint la liste sont des héritiers ou successeurs de milliardaires. Le rapport d'Oxfam souligne que l'absence d'impôt sur les héritages au Mexique permet le « *développement de dynasties familiales, où les noms à la tête des listes des milliardaires restent intacts et où seuls les prénoms changent* ». De plus, il n'existe pas d'impôt sur les grandes fortunes qui permettraient d' « *arrêter ou ralentir le processus d'accumulation de richesses extrêmes dans quelques mains* ».

## Politique commerciale

**La Présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, a conclu lundi un accord avec Donald Trump, suspendant pendant 1 mois l'application d'un droit de douane généralisé de 25 % sur les importations en provenance du Mexique qui avait été adopté par décret présidentiel deux jours plus tôt, le samedi 1<sup>er</sup> février.** Ces droits de douane devaient entrer en vigueur le mardi 4 février. Les deux dirigeants sont toutefois parvenus à négocier une pause d'un mois dans l'application de la hausse des tarifs douaniers, en échange de laquelle le Mexique a accepté le déploiement immédiat de 10 000 membres de la Garde Nationale à la frontière pour lutter contre le trafic de fentanyl, tandis que les États-Unis se seraient engagés à œuvrer pour limiter le flux d'armes lourdes vers le Mexique. C. Sheinbaum n'a finalement pas eu à présenter le « Plan B », projet de contre-mesures prévues par le Mexique en réponse à l'imposition des droits de douane de 25% (et donc suspendues pour le moment), qui consisterait en des mesures tarifaires et non tarifaires. Les mesures contenues dans ce « Plan B » ainsi que les produits américains qui seraient concernés par d'éventuels droits de douane n'ont pas été précisés. Selon S&P Global Ratings, le Mexique pourrait opter en faveur d'une stratégie de réponse sélective aux droits de douane US, en concentrant ses contre-mesures sur le secteur agricole et agroalimentaire et non sur les importations de biens manufacturés américains, dont beaucoup sont des biens intermédiaires intégrés aux exportations mexicaines. Pour rappel, la part du Mexique dans le total des échanges de marchandises des États-Unis est passée de 15,7 % en 2023 à 15,8 % en 2024, atteignant ainsi un record.

**Les agences de notation Moody's et S&P prévoient une contraction du PIB mexicain en 2025 si les États-Unis maintiennent les droits de douane de 25 % sur toutes les importations en provenance du Mexique.** Moody's Analytics estime qu'un tarif généralisé de 25 % résulterait en une contraction du PIB d'environ 1,5 %, ce qui s'explique par le poids important des exportations dans le PIB mexicain (40 %) qui sont à 84 % destinées au marché américain. Le climat d'investissement serait également affecté par de telles mesures, avec pour corollaire une possible baisse de l'investissement privé. Dans une analyse intitulée « *How US tariffs could affect Mexico's economic outlook* » S&P prévoit que si le tarif de 25 % est appliqué, le Mexique pourrait répondre par des tarifs de 10 % sur une gamme limitée de produits américains, principalement des métaux et certaines denrées alimentaires.

En cas de contre-mesures mexicaines, le Mexique serait le pays le plus affecté avec un impact sur son économie 11 fois supérieur à celui que subirait les Etats-Unis. L'économie mexicaine entrerait ainsi en récession. En particulier les secteurs clés de l'automobile, l'électronique et l'agroalimentaire, qui dépendent fortement des exportations vers le voisin du nord, risqueraient d'être les plus touchés. Le marché du travail, notamment dans les régions frontalières, pourrait également être déstabilisé. De son côté, le vice-ministre des Finances, Edgar Amador Zamora, a déclaré « *Nous ne prévoyons pas de récession au Mexique, nous ne voyons pas de signes de faiblesse permanente.* », maintenant des prévisions de croissance comprises entre 2 et 3 % pour 2025.

**Le peso a regagné du terrain après l'annonce du report des tarifs douaniers, mais JP Morgan prévoit une dépréciation de 12 % en cas d'application.** Le peso a enregistré une forte volatilité au cours des derniers jours, se dépréciant fortement face au dollar dès l'annonce de Trump le 1<sup>er</sup> février et atteignant 21,17 MXN/USD, avant de regagner ses pertes en fin de journée le 3 février, suite à l'accord obtenu par C. Sheinbaum pour suspendre les tarifs. Le peso s'est depuis stabilisé autour de 20,5 MXN/USD, dans la fourchette où oscille la monnaie depuis l'arrivée au pouvoir de C. Sheinbaum (entre 19,2 et 20,8 MXN/USD). En cas d'application de droits de douane généralisés de 25 %, JP Morgan anticipe une dépréciation de 12 % du peso mexicain face au dollar mexicain tandis que BBVA prévoit que le peso pourrait atteindre 24 MXN/USD puis tendre vers 23 MXN/USD d'ici la fin de l'année. BBVA indique en outre que si les droits de douane sont évités, le peso pourrait s'apprécier à des niveaux d'environ 19,5 MXN/USD.

**Le président de l'Équateur, Daniel Noboa, a annoncé l'application de droits de douane de 27 % sur tous les produits mexicains tout en réitérant son intention de conclure un accord de libre-échange.** D. Noboa a affirmé que les droits de douanes seraient maintenus jusqu'à la signature d'un accord de libre-échange entre l'Équateur et le Mexique, justifiant sa décision par le prétendu « *abus* » dans les relations commerciales entre les deux pays. Partenaire commercial de second plan pour le Mexique, l'Équateur représenterait moins de 0,1 % des exportations totales du pays (contre plus de 80 % pour les Etats-Unis par exemple). Selon les données de la Banque centrale du Mexique (Banxico), le Mexique aurait exporté des produits vers l'Équateur pour une valeur de 446 M USD de janvier à novembre 2024 (596 M USD en 2023), tandis que les importations mexicaines en provenance du marché équatorien se seraient élevées à 338 M USD sur cette même période (228 M USD en 2023). Parmi les principaux produits que le Mexique exporte vers le marché équatorien figurent les produits pharmaceutiques, les cosmétiques, les machines, les appareils mécaniques et électriques, ainsi que les voitures et leurs pièces détachées, tandis que le Mexique importe principalement du cacao et du poisson d'Équateur. Pour rappel, après avoir rompu ses relations diplomatiques avec le Mexique en avril 2024 suite à l'invasion de l'ambassade mexicaine à Quito par la police équatorienne, l'Équateur se trouve dans une impasse dans ses négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec le Mexique et d'adhérer à

l'Alliance du Pacifique, un bloc composé du Mexique, de la Colombie, du Chili, du Pérou et de Singapour. La Présidente du Mexique, C. Sheinbaum, a minimisé l'impact économique des droits de douane de 27 % imposés par l'Équateur sur les exportations mexicaines, dans un contexte de crise commerciale avec son premier partenaire, les États-Unis.

## Finances publiques

**Le déficit public se serait finalement établi à 5,7 % du PIB en 2024, légèrement inférieur aux dernières prévisions mais atteignant le niveau le plus élevé depuis le début des relevés selon le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP).** Les dépenses réalisées en 2024 auraient enregistré une croissance de 7,7 % g.a., et auraient été supérieures de 6,57 Mds USD aux dépenses approuvées. Les recettes publiques auraient quant à elles augmenté de 1,7 % g.a., grâce à la hausse des recettes fiscales (+4,7 % g.a.) compensant la baisse de 15,1 % des recettes pétrolières qui n'ont représenté que 2,8 % du PIB (contre 3,4 % l'année précédente). La collecte des impôts aurait en outre atteint un niveau historique de 14,6 % du PIB grâce aux mesures visant à accroître l'activité de collecte des impôts. Le Vice-Ministre des Finances, Edgar Amador Zamora, a précisé que le déficit et la dette publique restaient sous contrôle et qu'un « *processus de consolidation* » était en cours. En effet, alors qu'une politique budgétaire expansionniste a été adoptée en 2024 pour achever les travaux d'infrastructure du gouvernement tels que le *Tren Maya*, creusant le déficit, l'effort est désormais au renforcement des finances publiques. Le gouvernement de C. Sheinbaum vise un déficit à 3,9 % du PIB cette année, grâce à la baisse des dépenses publiques - dans des secteurs tels que la santé, l'investissement, la sécurité - tout en misant sur une hausse des recettes, principalement du côté des impôts, sans toutefois mettre en œuvre une réforme fiscale. Le ministère des Finances (SHCP) pourrait cependant recevoir cette année l'excédent d'exploitation de la Banque centrale (Banxico) - ce qui soulagerait les finances publiques - mais E. Amador Zamora a rappelé qu'il s'agissait d'une décision qui relève uniquement de la Banque centrale. Selon une estimation de Banamex, le SHCP pourrait recevoir un montant s'élevant à 5,34 Mds USD.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	06/02/2025
Bourse (IPC)	0,44%	-12,12%	52 349,02 points
Change MXN/USD	-0,05%	20,37%	20,44
Change MXN/EUR	-0,33%	15,96%	21,23
Prix du baril mexicain	-3,43%	-1,31%	67,24

## Amérique centrale

### Costa Rica

D'après la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), l'économie du pays pourrait atteindre une croissance de 4,1 % en 2025. Malgré un ralentissement observé par rapport à la croissance en 2024 qui était de 4,3 % du PIB, l'économie costaricienne devrait rester dynamique grâce à une demande intérieure élevée et des investissements privés importants. Selon la BCCR, les différends commerciaux mondiaux et les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient affecter les projections.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a établi une nouvelle stratégie pour le Costa Rica, prévoyant des investissements de près de 2 Mds USD sur la période 2024-2027. La nouvelle feuille de route repose sur trois piliers : le renforcement des infrastructures, un cadre favorable au secteur privé, et la préservation du contrat social avec une priorité donnée à l'éducation, à la sécurité et à la protection des plus vulnérables. La BID dispose déjà d'un portefeuille de projets de 1,45 Md USD, avec neuf projets en cours et une trentaine de coopérations techniques dans des secteurs tels que les infrastructures de transport, l'énergie ou la sécurité.

## El Salvador

**L'Assemblée législative salvadorienne approuve la réforme de la Loi Bitcoin, abrogeant son statut de monnaie légale.** Cette mesure répond aux conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour accorder un prêt de 1,4 Md USD au gouvernement salvadorien. Les législateurs ont réformé les articles 1 et 7 de la loi, en vigueur depuis septembre 2021, pour établir que l'échange avec le bitcoin se fera uniquement entre les citoyens et les entreprises privées, et permettant aux entreprises de refuser ce moyen de paiement. Les députés ont également supprimé de la loi les passages des articles 1 et 5 qui font référence au bitcoin comme monnaie légale, au même titre que le dollar américain. Parmi les abrogations approuvées dans la loi sur le bitcoin figurent les articles 4, 8 et 9, qui établissaient notamment que les impôts pouvaient être payés en bitcoins.

**La dette publique du Salvador aurait clôturé l'année 2024 à 32,1 Mds USD.** Selon les données de la Banque Centrale de Réserve (BCR), la dette publique s'est accrue de 8,4 % depuis 2023, à hauteur de 2,5 Mds USD, et dépasserait 90 % du PIB du pays.

## Guatemala

**Le Guatemala aurait exporté 4,08 millions de quintaux de café sur la récolte 2023-2024, générant un total de 898,7 M USD.** Les États-Unis restent la principale destination, recevant 41,4 % du total des exportations de café guatémaltèque. Les autres marchés principaux sont le Canada (11,2 %), le Japon (9,8 %), la Belgique (8,4 %) et l'Italie (5,2 %). Selon Ricardo Andrés Destarac, président de l'Association nationale du café, le marché asiatique, en particulier, affiche une tendance constante à la croissance, ce qui laisse présager des prévisions positives pour les exportations futures, avec des prix de l'arabica atteignant des niveaux historiques, à l'instar du « café oro » à 369,45 USD par quintal. Le Guatemala reste compétitif, notamment par rapport à d'autres pays producteurs comme le Brésil, le Vietnam et la Thaïlande, en raison de la proximité du marché américain, qui permet d'obtenir un meilleur prix pour les exportateurs nationaux.

**A l'occasion de la visite du secrétaire d'Etat des États-Unis Marco Rubio, quatre axes de collaboration économique ont été fixés entre les deux nations, avec l'infrastructure comme moteur.** Les lignes directrices qui ont été présentées en termes généraux montrent que la feuille de route se concentre sur quatre aspects : (i) la réincorporation des déportés sur le marché du travail, (ii) la mise en place d'une commission de haut niveau pour le développement de programmes productifs et économiques qui se tiendra à Washington D.C. ; (iii) les programmes d'infrastructure tels que les routes, le métro, les systèmes portuaires et aéroportuaires, (iv) ainsi que l'attraction de plus d'investissements de Taïwan au Guatemala. Marco Rubio a indiqué que le développement des infrastructures ferait l'objet d'une collaboration technique et financière renforcée entre les États-Unis et le Guatemala.

## Honduras

**Le Congrès a approuvé en troisième débat 18 avenants de renégociations à des contrats énergétiques thermiques et renouvelables.** Selon le législateur, ces renégociations permettront notamment une baisse des tarifs (avec une première réduction de 4 % qui sera reflétée dans le prochain ajustement trimestriel des tarifs) et un système énergétique plus stable et durable. Le Congrès annonce que des économies de près de 30 Mds lempiras (1,1 Md USD) sur la durée des contrats, soit des économies annuelles d'environ 1,8 Md lempiras (70 M USD), seront réalisées. Enfin, le Congrès a approuvé le projet éolien TotalEnergies, qui prévoit un investissement de plus de 300 M USD.

## Nicaragua

**Le président américain D. Trump prévoit d'expulser le Nicaragua de l'accord DR-Cafta, l'accord commercial centraméricain.** L'accord de libre-échange est en vigueur depuis près de 20 ans entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale, ainsi qu'avec la République Dominicaine. A fin novembre 2024, les États-Unis restent le principal client du Nicaragua, destinataires de près de 40 % de ses exportations, à hauteur de 1,4 Md USD (-0,4 % g.a.). Ils sont la principale destination de l'or nicaraguayen, premier poste d'exportation entre les deux pays (715,4 M USD sur la période), ainsi que de la viande bovine (241,3 M USD) et du café (206,4 M USD). Les importations de produits étatsuniens constituent également près d'un quart des importations nicaraguayennes et s'élèvent à 1,9 Md USD à novembre 2024 (+3,8 % g.a.). L'accord de libre-échange a joué un rôle essentiel en stimulant les flux commerciaux et en diversifiant les exportations. Mauricio Claver-Carone, responsable des relations avec l'Amérique latine à la Maison Blanche, a déclaré : « *Il est absurde que la plupart des exportations du Nicaragua soient destinées aux États-Unis. Nous avons travaillé avec nos alliés, y compris le Costa Rica, sur la manière de retirer le Nicaragua du traité sans affecter le reste des pays* ». Cette annonce coïncide avec le premier voyage de Marco Rubio en Amérique centrale en tant que secrétaire d'État, qui ne passe pas par le Nicaragua.

**Le Nicaragua aurait attiré un montant record de 5,2 Mds USD de transferts de fonds (remesas) en 2024, soit 29,4 % du PIB.** Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), plus de 80 % de ces remesas sont en provenance des États-Unis, à hauteur de 4,3 Mds USD ; viennent ensuite le Costa Rica avec 7,5 % du total (395,7 M USD) et l'Espagne avec 5,8 % (303,5 M USD). La BCN indique que les remesas sont en hausse de 12,3 % g.a. et rappelle qu'elles représentaient 29,7 % du PIB en 2023.

## Panama

**Le Président Mulino a annoncé que la Panama sortirait des « routes de la soie » après la visite du secrétaire d'État américain Marco Rubio et les déclarations du président américain Donald Trump sur le canal.** Il a notamment annoncé que le *Memorandum of Understanding* (MoU) sur les nouvelles routes de la soie signé en 2017 avec la Chine ne serait pas renouvelé voire qu'il serait interrompu sans attendre l'échéance de son renouvellement tacite en novembre 2026. Le président Mulino a fait cette annonce après avoir rencontré le secrétaire d'État étasunien Marco Rubio, qui avait exigé des changements immédiats face au contrôle supposé de la Chine sur le canal. Le groupe Hutchinson de Hong Kong, et dont le PDG Li Ka-Shing est l'une des plus grandes fortunes chinoises, détient, via Panama Ports Company (dont l'État panaméen détient 10 %) depuis 1997 la concession d'exploitation de deux terminaux portuaires (sur cinq) aux deux extrémités du canal, et a obtenu en 2021 une prolongation de 25 ans sans appel d'offres. Un audit est actuellement en cours pour évaluer la légitimité de cette prolongation.

**D'après le ministère de la Santé, 91,62 M USD seraient nécessaires pour payer les pensions et les retraites pour le mois de février 2025.** Le Conseil des ministres aurait approuvé l'utilisation de fonds du budget général de l'État 2025 pour financer le déficit du programme d'Invalidité, Vieillesse, Décès (IVM) de la Caisse de sécurité sociale (CSS). Le projet de loi qui réforme la CSS est toujours débattu à l'Assemblée nationale, deux des quatre blocs du projet de loi auraient pour le moment été approuvés. Le troisième, toujours discuté à l'Assemblée nationale, fait l'objet de désaccords notamment concernant l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

## Caraïbes

### Cuba

**Le nombre de touristes ayant visité Cuba en 2024 s'élèverait à 2,2 millions (contre un objectif initial de 3,2 millions), marquant une diminution de 10 % de la fréquentation touristique par rapport à l'année précédente.** Selon les statistiques officielles publiées par les autorités cubaines, 2,2 M touristes ont visité Cuba l'année dernière, contre 2,4 M en 2023. L'objectif de 3,2 M de touristes fixé pour 2024 avait été révisé à la baisse en cours d'année, pour finalement se situer à 2,7 M de touristes, prévision plus réaliste qui n'a toutefois pas été atteinte. Si le Canada reste en 2024 le 1<sup>er</sup> pays d'origine des touristes vers Cuba, le nombre de touristes canadiens à se rendre sur l'île caribéenne a diminué de 8 %. Au même titre, les Cubano-américains, qui arrivent en deuxième position, ont été moins nombreux à visiter l'île (-18%). La Russie, avec plus de 185 000 visiteurs, est le seul pays dont le nombre de touristes a enregistré une croissance. La France se classe, pour sa part, au huitième rang avec 49 836 touristes, soit -8,5% par rapport à 2023. Comparé aux autres pays de la Caraïbe, qui sont également des destinations touristiques prisées,

la reprise touristique de Cuba est à la traîne. Des pays voisins comme la République Dominicaine et Porto Rico ont enregistré des chiffres de fréquentation touristique records, consolidant ainsi leur position de *leaders* en tant que destinations de choix dans la zone.

## Jamaïque

**Répondant aux craintes mises en avant par l'opposition jamaïcaine d'une possible récession en 2024 (alors que le PIB avait enregistré une contraction de -3,5 % au T3 2024), le Premier ministre Andrew Holness estime que l'économie est résiliente et « en forme » sur le plan budgétaire.** Les forces de l'économie jamaïcaine seraient selon lui : un taux de chômage historiquement bas, proche selon lui du plein emploi (à 3,5 % en octobre 2024 contre 5,4 % au T1 2024) ; des finances publiques saines sans hausse des impôts lors des neuf derniers exercices budgétaires ; une politique de réduction de la dette qui a permis de faire baisser le ratio de dette sur PIB en dessous de 70 % (le plus bas depuis 30 ans) tout en maintenant selon lui les investissements essentiels dans les infrastructures les services sociaux et la croissance économique. Enfin, selon le Premier ministre, la stabilité du dollar jamaïcain démontre également la résilience de l'économie (NdR : dont la valeur a toutefois chuté de 12 % au cours du dernier mois).

## République Dominicaine

**La Banque centrale de République dominicaine (BCRD) a annoncé le maintien de son taux directeur à 5,75 %, confirmant ainsi sa stratégie de stabilisation monétaire et assurant une convergence progressive de l'inflation vers sa fourchette cible de 4,0% ± 1,0%.** Cette décision intervient dans un contexte de ralentissement des crédits aux entreprises et aux ménages. En janvier, les prêts commerciaux, à la consommation et hypothécaires ont reculé d'un point de pourcentage, traduisant une demande de crédit plus faible malgré les récentes baisses des taux d'intérêt du marché. Cette tendance pourrait inciter les banques à ajuster leurs conditions de financement afin de soutenir davantage l'activité économique.

## Saint-Vincent-et-les-Grenadines

**La récente politique d'expulsion des migrants des Etats-Unis ne devrait pas affecter les envois de fonds reçu par Saint-Vincent-et-les-Grenadines (SVG), qui se seraient élevés à 71,4 M USD en 2023.** En effet, la plupart des personnes provenant de l'Etat insulaire seraient titulaires d'un statut légal au Etats-Unis et pourraient donc continuer d'envoyer des fonds à leur famille. Pour rappel, les envois de fonds sont essentiels pour les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes, et auraient atteint 156 Mds USD en 2023 selon la Banque mondiale.

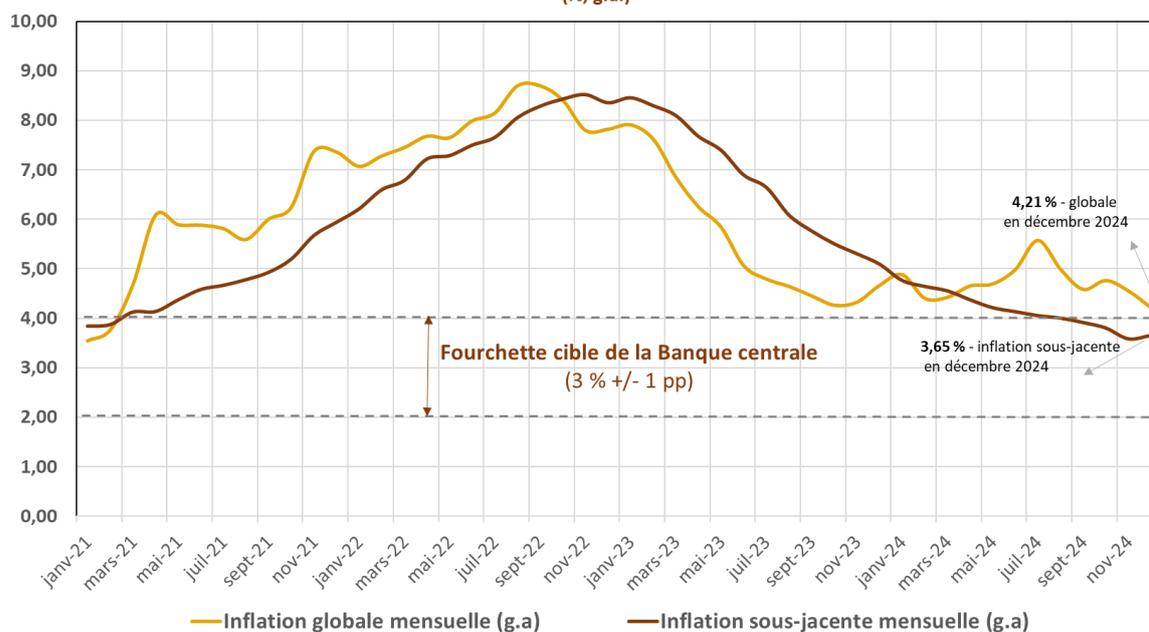
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	10,00%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

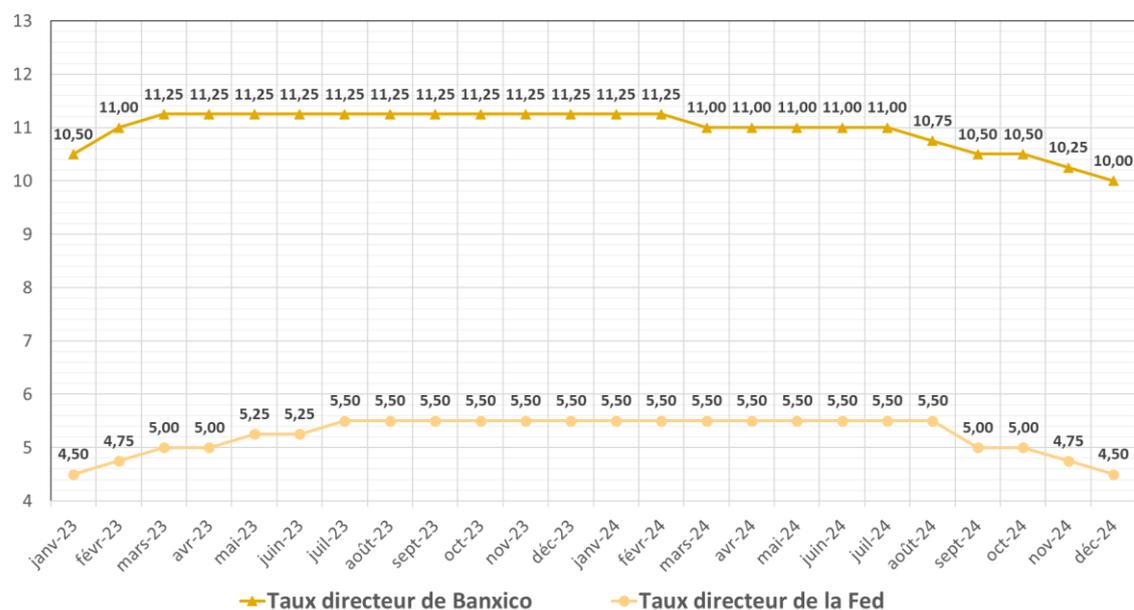
### – Annexe Graphique Mexique –

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

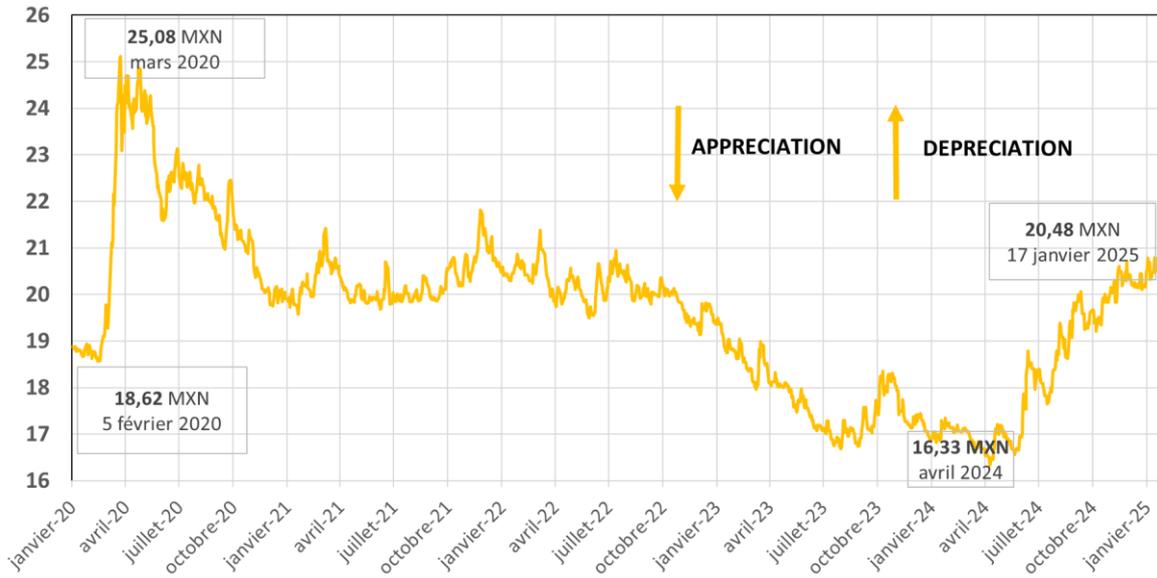


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

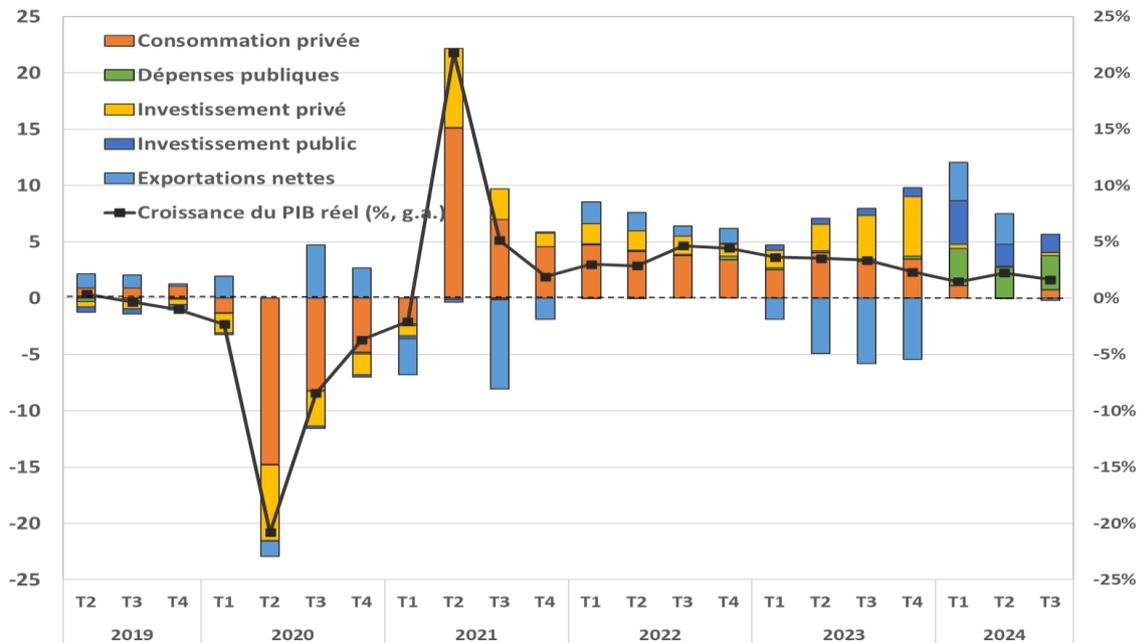
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

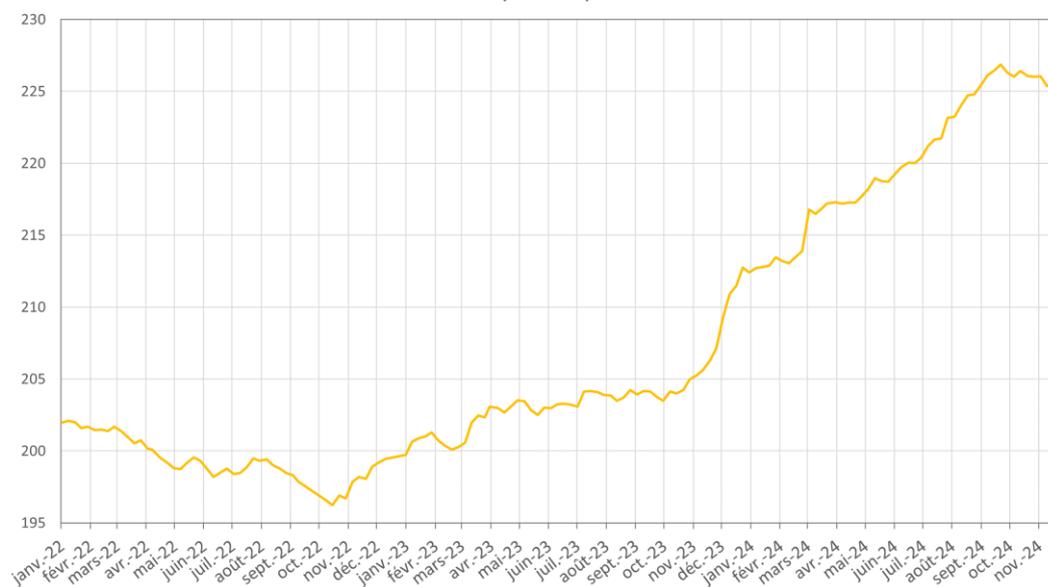
*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)